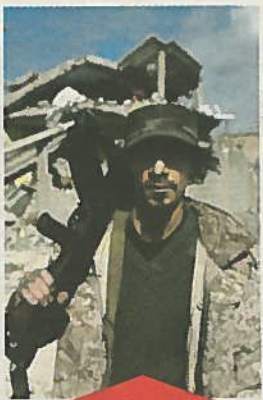


Libye Six ans d'un printemps amer

Depuis 2011 et la mort de Kadhafi, le pays tente vainement de se reconstruire. Il est désormais coupé en deux, aux mains de groupes armés et doté de trois gouvernements rivaux.
REPORTAGES, PAGES 8-11



REUTERS

Justice: ce qui attend François Fillon

Classement sans suite, citation directe, ouverture d'une information judiciaire ou suspension de l'enquête: le Parquet national financier s'apprête à clarifier l'avenir du candidat.
ANALYSES, PAGES 7 ET 14-15

JEUDI IDÉES ET ESSAIS

La BD face au conflit syrien

Le journaliste Nicolas Hénin explique son choix de la bande dessinée pour le livre «Haytham, une jeunesse syrienne»

■ «La Horde d'or»: l'ouvrage de référence sur le Mai 68 italien enfin traduit

PAGES 24-31

Libération

FAUT-IL AVOIR PEUR DU CETA ?

Viande, climat, tribunaux d'arbitrage... le Parlement européen a approuvé mercredi le traité de libre-échange avec le Canada. Que va-t-il changer pour les citoyens ?

- Décryptage de l'accord
- Le délicat positionnement de la gauche
- Interview de Nicole Gnesotto et Pascal Lamy

PAGES 2-5

Suite de la page 2 ploys effectives s'élevant à 204 000 dans l'ensemble de l'Union, dont 45 000 en France, 42 000 en Italie et 19 000 en Allemagne», ajoutent les eurodéputés, en référence à une étude publiée en septembre par deux chercheurs de l'Université Tufts (Massachusetts), Pierre Kohler et Servaas Storm.

ALIMENTATION PAS D'INQUIÉTUDE POUR LE MOMENT

Boeuf aux hormones, poulet au chlore, OGM... Le Ceta faisait craindre l'arrivée massive dans nos assiettes de ces produits interdits par l'UE. «Il n'y a pas de convergences des normes vers le bas», a martelé mercredi l'ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce Pascal Lamy (lire ci-contre), sur France Inter. Pas d'inquiétude, donc, pour le moment. «Mais le risque se pose à long terme, en raison des mécanismes de coopération réglementaire et de la pression des lobbys agro-industriels, qui répètent publiquement leur impatience», nuance l'Association internationale de techniciens, experts et chercheurs (Aitec) dans un document intitulé «Nouveau Ceta ou mystification?» publié au lendemain de la signature du traité le 30 octobre.

AGRICULTURE LES PETITS ÉLEVEURS PRÉOCCUPÉS

Alors que les filières d'élevage sont particulièrement fragiles en Europe et en France, le Ceta prévoit des quotas d'exportations pour le Canada limités à quelque 50 000 tonnes de viande bovine (contre 4162 actuellement) et 75 000 tonnes de viande porcine (contre 5549) par an, au-dessus desquels les droits de douane sont maintenus. Une concurrence accrue qui inquiète les petits éleveurs. D'autant plus que ces quotas ne prennent pas en compte la sortie de l'UE du Royaume-Uni, comme le souligne l'interprofession du bétail et des viandes (Interbev), qui déplore que la Commission européenne «n'a proposé aucune étude d'impact du Ceta sur le secteur de la viande bovine». Autre source d'inquiétude: les appellations d'origine contrôlée, car sur les 1400 que compte l'UE, seules 143, dont 42 françaises, seront protégées au Canada. Une liste qui pourra être élargie à l'avenir, promet l'UE. Le rocamadour ou le maroilles, par exemple, n'en font pas partie. Ils pourraient être copiés par des producteurs canadiens.

CLIMAT UN ACCÉLÉRATEUR POUR LE RÉCHAUFFEMENT?

«Vous prétendez parler au nom des citoyens européens et qu'est-ce que vous leur direz, monsieur Juncker [président de la Commission européenne, ndlr], quand la Commission fera enfin son boulot sur les perturbateurs endocriniens et que Bayer et Monsanto feront condamner l'Europe pour les mesures prises? Qu'est-ce que vous direz, monsieur Tusk [président du Conseil européen], aux citoyens européens quand l'Europe referra son boulot de leadership sur le climat et que ce seront les firmes canadiennes des sables bitumineux, du pétrole et du gaz de

schiste qui attaqueront l'Europe?»

Dans une intervention remarquée le 27 octobre au Parlement européen, l'eurodéputé vert et candidat à l'élection présidentielle, Yannick Jadot, a exprimé les craintes des défenseurs de l'environnement.

Le Ceta permettra en effet aux multinationales, via le mécanisme de règlement des différends, d'attaquer un Etat dès lors qu'elles se sentiront lésées par une réglementation prise, par exemple, sur l'environnement. Le Suédois Vattenfall, exploitant de deux centrales nucléaires en Allemagne, réclame devant une cour d'arbitrage internationale à Washington 4,7 milliards d'euros à l'Etat, qui a engagé une sortie du nucléaire depuis la catastrophe de Fukushima en 2011. Idem en Argentine, qui avait dû indemniser à hauteur de 600 millions de dollars (567 millions d'euros) plusieurs entreprises transnationales, pour avoir fixé un prix maximal d'accès à l'eau et à l'énergie. Les organisations de défense de l'environnement s'inquiètent en outre que ce traité contribue à «saper l'objectif» visant à contenir le réchauffement climatique en deçà de 2 degrés, voire de 1,5, fixé par l'accord de Paris sur le climat entré en vigueur en novembre 2016. «De l'aveu même de l'étude d'impact de la Commission européenne, le Ceta va engendrer une hausse des émissions de gaz à effet de serre», s'inquiète Aitec. Un récent rapport, «Ceta et climat», rédigé par le Commissariat général au développement durable et le Conseil économique émet plusieurs recommandations pour que la mise en œuvre du Ceta «se fasse de la manière la plus respectueuse possible pour l'environnement».

TRIBUNAUX D'ARBITRAGE DES TENSIONS À VENIR

C'est le point qui cristallise toutes les tensions: l'existence du «système judiciaire sur l'investissement» (ICS, pour Investment Court System), qui permettra aux multinationales d'attaquer les Etats si elles s'estiment discriminées ou lésées. C'est-à-dire qu'elles considèrent que leur profit attendu n'a pas été matérialisé du fait d'un changement de législation en matière notamment d'environnement, de santé ou encore de protection du consommateur. Un dispositif à sens unique puisque les Etats ne pourront pas attaquer les investisseurs.

Le tribunal sera composé de «quinze juges professionnels», nommés pendant cinq ans. Selon une déclaration commune de 101 professeurs de droit, l'ICS ne garantit pas complètement l'impartialité et l'indépendance des juges sélectionnés. «Les juges ne seront pas employés à plein temps et, outre des honoraires mensuels de 2000 euros, ils seront rémunérés au cas par cas.» Une procédure d'appel est désormais possible mais elle reposera sur les mêmes informations que la procédure initiale. Seule nouveauté apportée par le coup de force wallon en octobre, la Cour de justice de l'UE va être saisie d'ici quelques mois sur la compatibilité du mécanisme d'arbitrage avec les traités européens. ♦



«Il faut arrêter de faire comme si l'Europe n'était qu'un espace économique»

L'ex-patron de l'OMC Pascal Lamy et la spécialiste des questions de sécurité Nicole Gnesotto reviennent sur les critiques contre la mondialisation des échanges.

Entre l'élection de Trump, la montée des populismes en Europe et la multiplication des «démocraties», l'avenir a rarement été aussi incertain. Nicole Gnesotto, présidente de l'Institut des hautes études de Défense nationale, et Pascal Lamy, ex-directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), publient *Où va le monde?* (Odile Jacob), qui tombe à point nommé. **L'adoption du Ceta est-elle une bonne nouvelle pour l'Europe?**

P.L.: C'est le modèle dernier cri des accords

commerciaux, avec un pays qui pourrait être européen. Ses dispositions devraient rassurer ceux qui craignent les effets de l'ouverture des échanges sur les normes de précaution. Le contrôle des négociations par le Parlement européen et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de centre gauche au Canada ont aussi permis d'améliorer le mécanisme d'arbitrage en cas de désaccords sur les investissements. Un exemple rare de globalisation bien maîtrisée en quelque sorte!

N.G.: Tout ce qui empêche le retour au protectionnisme, au nationalisme, à la fermeture des économies et des sociétés est bon pour l'Europe. L'adoption du Ceta est donc une sage décision du Parlement européen. C'est aussi une bonne nouvelle pour Justin Tru-

Des militants anti-Ceta devant le ministère de l'Agriculture, le 11 octobre.
PHOTO FRANÇOIS MORLAP



deau qui devient, face à Trump, l'incarnation, voire le vrai leader du «monde libre». Toutefois, il faut encore que le traité soit ratifié par chacun des Etats membres. Il n'est donc pas impossible qu'un Etat ou un autre refuse de le valider tant les opinions publiques sont devenues méfiantes face à ces grandes négociations. Ce sont d'ailleurs ces oppositions citoyennes qui ont amené les négociateurs à amender et donc améliorer le traité. C'est dire si l'incertitude est désormais structurelle, dans tous les aspects du système international, le commerce, la politique ou la sécurité. **Où va le monde ? s'interroge votre livre. Vers un nouveau désordre planétaire ?**

P.L. : Un désordre n'est pas forcément un échec. Il y a des tas de processus complexes qui mènent d'un état à un autre, amélioré. Le monde d'il y a trente ans était-il meilleur ? **N.G. :** On est dans un double échec : de l'Europe et de la mondialisation. La promesse d'un enrichissement et d'un rapprochement des cultures n'est pas tenue. Notre livre identifie pourquoi tout se défait, les forces en tension, les acteurs et dynamiques.

P.L. : L'idée de beaucoup d'apôtres de l'UE part du principe que la construction économique engendre de la construction politique. Mais quels que soient les bénéfices de l'intégration économique, ça ne suffit pas pour faire de l'intégration politique : il faut y ajouter de l'imaginaire. La Pologne s'est bien intégrée économiquement à l'Europe, mais elle

ne veut pas l'être politiquement.

N.G. : Il y a trente ans, la planète n'était pas la même. Dans le petit monde protégé de l'Ouest, la prospérité et la sécurité étaient assurées. Ce n'est plus le cas. L'Europe, c'est le microcosme du monde : une force d'intégration économique sur des tensions séculaires. **On serait dans la mondialisation de crises et d'impuissance...**

N.G. : La mondialisation économique unifie le monde. Mais je crois qu'il y a une élan- chéité presque indépassable entre la mondialisation économique et une union politique. Prenez la Russie. Les motivations politiques de Poutine sont plus fortes que ses intérêts économiques : il veut rester au pouvoir et fédérer son pays autour du nationalisme plutôt que de son développement social. Autre exemple, les Etats-Unis. Le pays est sorti de la crise économique et financière. Et c'est le moment où son peuple choisit un homme qui veut tout remettre en cause.

P.L. : Ce n'est pas un hasard si c'est aux Etats-Unis que la globalisation, qui n'est qu'un autre nom du capitalisme, produit des effets négatifs au plan politique. La mondialisation, c'est un stade historique du capitalisme, et le capitalisme sous cette forme est douloureux parce qu'efficient, et efficient parce que douloureux. Elle fait plus de gagnants que de perdants : 700 millions de personnes dans le monde sont sorties de la pauvreté.

N.G. : Ce qu'on voit en Afrique, c'est de la

croissance qui ne fait pas de développement. C'est ça, le drame de la mondialisation, elle ne concerne pas tous les Etats ni toutes les catégories sociales. Les gens comprennent bien qu'il y a de plus en plus de riches, mais que la moyenne des gens s'appauvrit.

P.L. : Cette phase de l'histoire réduit la pauvreté partout. Elle augmente les inégalités à l'intérieur des pays mais la réduit entre eux.

N.G. : On a le sentiment de l'impuissance de la puissance. Les Etats-Unis l'incarnent à merveille. Depuis la première guerre d'Irak, on sait qu'on ne règle pas des problèmes politiques complexes avec la puissance militaire. Idem avec l'économie : la puissance économique ne peut à elle seule pacifier le monde. Si les Chinois arrivent à prouver qu'on peut avoir un régime autoritaire et un enrichissement de la population, alors le rêve chinois peut devenir majoritaire et devancer le rêve américain d'enrichissement et de démocratie.

Les «démocraties», ces démocraties qui musellent leurs libertés publiques, vont-elles devenir un modèle dominant ?

P.L. : Reste à savoir si ce sont des embarcades ou des changements de cours. Le passé montre une avancée des démocraties qui va avec le développement. L'amélioration de l'économie, c'est davantage de liberté. Les humains sortant de la pauvreté deviennent plus libres et ont besoin d'institutions pour garantir cette liberté.

N.G. : C'est ce que dit la science politique occidentale. Mais j'ai des doutes. La Chine invente autre chose. En outre, la question de la démocratie se pose aussi chez nous, les vieilles démocraties, où des forces identitaires peuvent déstabiliser la société.

P.L. : Le problème, c'est le sentiment d'appartenance à une communauté et la reconnaissance des valeurs de cette communauté. Le rêve américain est inégalitaire. L'idée que tout le monde a sa chance est le rêve qui y a rendu les inégalités tolérables. Un trop grand nombre de mécontents détruit cet imaginaire. Il y a perte d'appartenance à un système qui portait auparavant des valeurs communes. D'où la réaction contre la mondialisation.

N.G. : La France est une bulle.

P.L. : Le monde y sert de punching-ball.

Comment réenchanter l'idéal européen ?

P.L. : Il y a deux possibilités : avec des résultats ou avec du rêve. Des résultats, cela repose sur des mesures économiques et sociales et sur l'intégration des questions de sécurité car les Européens ont peur. Le rêve : propulser l'Europe dans le monde comme l'option la plus civilisée, en refaire un objet désirable. **N.G. :** Il faut faire de l'Europe un acteur global, économique et politique, arrêter de faire comme si elle n'était qu'un espace économique. Il faut donner aux citoyens un narratif, leur dire pourquoi l'Europe peut civiliser la mondialisation, reprendre en main ce qu'ils ont le sentiment d'avoir perdu.

P.L. : Cela passe aussi par l'émotionnel, qui est de l'ordre de l'appartenance à des valeurs : liberté, sécurité sociale, services publics, environnement, accès à la culture.

N.G. : Regardez le climat. Cela ne sert à rien de lutter contre le réchauffement au seul niveau français, il faut une échelle plus grande. Si le cadre national est important pour l'identité des gens, il est devenu obsolète pour l'efficacité. La France est une grande puissance militaire avec 1% seulement de la population de la planète et 4% du PIB ! Ensemble, c'est plus efficace que tout seul.

Le discours européen dominant, c'est le protectionnisme, la peur de l'autre...

N.G. : Pendant des décennies, l'Europe n'a pas

voulu s'impliquer dans les questions internationales, et cette abstention nous met en première ligne. Si on veut maîtriser les flux migratoires, il faut une vraie politique étrangère européenne. «Europe first, but not alone!» Pascal pense que le commerce adoucit les mœurs, je suis plus sceptique.

P.L. : M. Trump, c'est un retour au Moyen Age, un calcul purement mercantile, un danger.

N.G. : Le commerce n'est pas la seule force dans le monde, il y a la force des passions, de l'irrationnel.

P.L. : Le commerce ne reflue pas. C'est le rapport entre l'augmentation du commerce en volume et la croissance des économies qui baisse.

Comment repenser la régulation du monde avec une gouvernance héritée du siècle dernier ?

P.L. : Par la polygouvernance. En sortant de l'organisation west-phalienne entre souverains. C'est l'implication de la société civile, des entreprises, des villes, qui a permis d'aboutir à l'accord de Paris sur le climat : cette forme de pilotage à plusieurs acteurs peut permettre de faire face aux enjeux transversaux que doit affronter la planète.

N.G. : Je ne suis pas contre la polygouvernance mais, même si on essaie d'associer les ONG, la société civile ou les villes, on arrive à un système si complexe qu'il n'est pas contraignant. Les Etats sont malgré tout ceux qui signent les traités.

P.L. : Là-dessus, j'ai changé d'avis. Avant, je pensais qu'il fallait globaliser les problèmes locaux. Maintenant, je pense qu'il faut localiser les problèmes globaux.

N.G. : La polygouvernance est une condition nécessaire mais pas unique. Deux puissances veulent refaire le congrès de Vienne : les Etats-Unis et la Russie. Mais le congrès de Vienne, c'est la Première Guerre mondiale !

P.L. : L'Europe, avec le handicap de la distance au citoyen, ne peut pas reconforter par la proximité. Problème clé : le délitement du social. Il n'y a pas de solution européenne à un délitement du tissu de la cité. Pour réenchanter l'Europe, il faut commencer par des choses concrètes : un Erasmus pour les apprentis ; multiplier par trois les programmes d'investissement, et vite ; retrouver le moteur du couple franco-allemand avec de nouveaux leaders développant un narratif autour de la civilisation européenne et de la maîtrise de la mondialisation. Et que le Conseil européen siège deux fois par an en Conseil européen de sécurité opérationnel.

Comment y parvenir ?

N.G. : Le calendrier n'est pas favorable. On ne peut rien faire avant octobre 2017, après les deux élections majeures en France et en Allemagne. Les futurs dirigeants français et allemand auront une responsabilité historique, celle de proposer un dispositif sérieux de sécurité et de défense, avec ou sans les Américains.

Si le populisme est si offensif, c'est aussi en raison des politiques d'austérité...

P.L. : En endossant seul la responsabilité de l'austérité, Bruxelles a commis une erreur de com gigantesque. L'Europe a biberonné la Grèce des années durant avant que l'économie grecque explose avec des déficits partout. La Commission européenne s'est enfermée dans un rôle de Raminagrobis que les gouvernements ont été trop contents de lui refiler. Il faut trouver des compromis entre règles communes et relance par l'investissement.

N.G. : Et que ce soit concret, que ça se voie !

Que l'apprenti de la Creuse puisse avoir la possibilité de venir à Hambourg !

Recueilli par **CHRISTIAN LOSSON** et **ALEXANDRA SCHWARTZBROD**



INTERVIEW

DR
WTO. STUDIO CASAGRANDE